

Revenus des ménages

Sur l'ensemble de 2001, le revenu disponible des ménages a augmenté de 5,2% en termes nominaux (en moyenne annuelle). En accélération par rapport à 2000 (+4,8%), il a ainsi atteint la croissance la plus élevée depuis le début des années 90. Outre le dynamisme des salaires et celui de l'emploi jusqu'au printemps de l'année passée, les réductions de prélèvements obligatoires ont fortement contribué aux accélérations observées en 2000 et 2001.

En 2001, les prix de la consommation ont conservé en moyenne annuelle une croissance modérée, si bien que le pouvoir d'achat des ménages a progressé de 4,0% en 2001 après 3,6% en 2000. Ces deux fortes croissances consécutives sont plus élevées que les hausses enregistrées au sommet du cycle de la fin des années 80 (+3,5% par an), en 1988 et 1989.

Lors du premier semestre de 2002, la masse salariale progresserait sur un rythme annuel d'un peu plus de 3%, proche de celui de la seconde partie de 2001, mais ralenti par rapport à la période antérieure. Dans ces conditions, le profil infra-annuel des baisses d'impôts dicterait celui du pouvoir d'achat du revenu : après avoir nettement progressé au second semestre de 2001, celui-ci serait, par contre-coup, plus étale à l'horizon du printemps.

Un ralentissement progressif de la masse salariale en 2001

La masse salariale a conservé en 2001 la même croissance soutenue qu'en 2000 (+5,2%). Pourtant, cette évolution en moyenne annuelle masque un infléchissement en cours d'année (+1,8% en glissement au second semestre après +2,7% au premier). Ce mouvement s'explique par le ralentissement de l'emploi salarié (+0,5% après +1,3% dans la première moitié de l'année), le salaire moyen par tête (SMPT) croissant pour sa part sur un rythme comparable d'un semestre à l'autre (+1,3%). Ce mouvement est plus net encore dans les seuls secteurs concurrentiels non agricoles. En effet, le ralentissement de l'emploi y a été encore plus important (+0,4% après +1,5%), induisant une décélération de la masse salariale de +3,0% au premier semestre à +1,7% au second. De son côté, la masse salariale versée par les administrations a bénéficié de deux revalorisations de l'indice de traitement de la fonction publique, de 0,6% en mai (dont 0,1% de mesures catégorielles) et de 0,7% en novembre 2001.

2001 a également été bénéfique aux non salariés. La croissance de l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels s'est établie à 4,3% en 2001 (après +3,0% en 2000). Cependant, comme pour les salariés, cette évolution annuelle masque une in-

REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.						
Salaires bruts (59%)	2,6	2,8	2,7	1,8	1,6	4,5	5,5	4,6	4,2	5,2	5,2
Prestations sociales en espèces (32%)	1,2	1,0	1,9	2,0	1,7	2,3	2,2	4,0	2,9	2,3	3,3
Excédent brut d'exploitation (24%)	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	3,8	3,4	1,6	3,2	3,7
Revenus de la propriété (9%)	7,9	5,0	3,1	3,0	3,1	7,0	13,3	6,2	4,9	13,4	7,8
Prélèvements sociaux et fiscaux (-24%)	4,7	-6,3	10,1	-4,0	6,6	2,8	-1,9	5,6	5,5	3,9	2,7
dont : Cotisations des salariés (-8%)	2,4	2,7	2,0	1,3	1,0	5,2	5,2	3,3	4,8	5,2	3,4
Cotisations des non salariés (-2%)	-2,5	7,3	2,4	4,0	0,9	6,3	4,6	6,5	4,2	3,1	7,0
Impôts sur le revenu y compris CSG et CRDS (-14%)	6,9	-12,6	16,1	-7,9	10,7	1,2	-6,5	6,9	6,1	3,3	1,7
Revenu disponible brut (100 %)	2,0	4,5	0,7	3,4	0,7	3,6	6,5	4,1	2,8	4,8	5,2
Prix de la consommation des ménages (comptes trimestriels)	0,6	0,8	0,8	0,2	0,8	0,5	1,4	1,0	0,2	1,2	1,2
Pouvoir d'achat du RDB	1,4	3,7	-0,1	3,1	-0,1	3,1	5,1	3,1	2,7	3,6	4,0

■ Préviation

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

flexion du profil infra-annuel (+2,2% au premier semestre, puis +1,2%), qui s'explique par le ralentissement conjoncturel.

Au premier semestre de 2002, l'emploi salarié devrait ralentir encore un peu dans les secteurs concurrentiels non agricoles et le SMPT devrait rester sur le même rythme que le semestre précédent (+1,3%). Par ailleurs, l'indice de traitement de la fonction publique a été revalorisé de 0,6% en mars 2002 ; la masse salariale versée par les administrations progresserait donc encore de façon soutenue (+2,0% sur le semestre). La masse salariale totale progresserait ainsi sur un rythme d'un peu plus de 3% au premier semestre de 2002, comparable à celui du second semestre de 2001.

Des prestations sociales dynamiques

L'ensemble des prestations sociales en espèces a nettement accéléré en 2001 (+3,3% après +2,3%). En janvier 2001, les pensions et rentes de vieillesse ont été rehaussées de 2,2% (contre +0,5% pour 2000). Les prestations chômage ont également augmenté du fait de l'extension du champ d'indemnisation des demandeurs d'emploi, la revalorisation des allocations chômage et la fin de leur dégressivité avec la mise en place progressive du PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi). En profil infra-annuel, les prestations sociales sont restées dynamiques tout au long de l'année, augmentant de près de 2% par semestre. La revalorisation des pensions et rentes de vieillesse du début de 2002 a été, comme en 2001, de 2,2%. Elle contribue à la croissance encore soutenue des prestations sociales sur le premier semestre de 2002 (+1,7% en glissement semestriel).

Le solde des revenus de la propriété s'est infléchi en 2001 (+7,8% après +13,4% en 2000). En effet, les charges liées à la propriété ont certes ralenti du fait d'un moindre dynamisme des intérêts versés par les ménages, mais dans une moindre mesure que les revenus de la propriété (+6,4% après +10,7%), que ce soient les revenus distribués par les sociétés ou les intérêts reçus.

Poursuite du ralentissement des prélèvements obligatoires en 2001

Les prélèvements fiscaux et sociaux ont de nouveau décéléré en 2001 (+2,7% après +3,9% en 2000). Les impôts sur le revenu et sur le patrimoine n'ont ainsi progressé que de 1,7% en 2001 (après +3,3% en 2000). Leur profil infra-annuel, marqué par une forte baisse au second semestre, est, comme en 2000, dicté par la date de mise en place des différentes mesures de baisse d'impôts. En 2001, la prime pour l'emploi⁽¹⁾ ainsi que la baisse des taux sur toutes les tranches du barème de l'impôt sur le revenu ont fait baisser le montant total des impôts perçus de 7,9% au second semestre. Comme au début de l'année dernière, les impôts sur le revenu et le patrimoine devraient par contre-coup progresser nettement sur le premier semestre de 2002.

(1) La PPE a pris effet le 1^{er} juillet et se présente sous la forme d'allègements d'impôts. Elle a été majoritairement versée en août. Dans le cadre du plan de consolidation de la croissance annoncé par le gouvernement, elle a été doublée. Bien que ce nouveau versement ait eu lieu en janvier 2002, il est pris en compte à la fin de l'année dernière dans le revenu des ménages, car ce doublement est rattaché à l'année budgétaire 2001.

LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	1,2	1,0	1,9	2,0	1,7	2,3	2,2	4,0	2,9	2,3	3,3
Prestations de Sécurité Sociale (71%)	1,3	1,0	2,7	2,4	1,8	2,4	2,3	5,2	2,8	2,6	4,0
<i>dont : Versées par le Régime général</i>	1,5	1,9	3,2	1,4	2,0	2,5	3,5	4,7	2,7	3,6	4,7
Prestations de régimes privés (6%)	3,4	2,4	1,8	1,8	1,7	3,1	5,9	3,7	3,1	5,7	4,2
Prestations directes d'employeur (14%)	1,9	1,7	1,5	1,4	1,7	4,1	3,7	2,9	4,1	3,9	3,1
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	-2,0	-1,6	-3,7	-0,1	0,4	-1,3	-3,5	-3,8	2,7	-4,3	-3,0
Total des prélèvements sociaux	0,8	2,7	2,0	1,5	1,1	5,0	3,5	3,5	4,7	3,6	3,5
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100%)	0,6	2,8	2,1	1,5	1,0	5,2	3,4	3,6	4,9	3,5	3,5
<i>dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (65%)</i>	0,1	2,4	2,0	1,4	1,0	5,2	2,5	3,5	5,0	2,8	3,3
<i>Cotisations des salariés (28%)</i>	2,4	2,7	2,0	1,3	1,0	5,2	5,2	3,3	4,8	5,2	3,4
<i>Cotisations des non salariés (7%)</i>	-2,5	7,3	2,4	4,0	0,9	6,3	4,6	6,5	4,2	3,1	7,0

■ Prévission

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

DE LA MASSE SALARIALE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET ENTREPRISES INDIVIDUELLES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Entreprises non financières (SNF - EI) (67%)	3,0	3,4	3,1	1,8	1,5	5,1	6,5	5,0	4,6	6,1	6,1
<i>dont : Salaire moyen par tête</i>	1,1	1,4	1,5	1,4	1,3	2,2	2,5	3,0	2,1	2,4	2,9
Sociétés financières (5%)	3,1	1,4	1,1	0,4	1,3	6,1	4,6	1,5	5,6	5,3	2,3
Administrations publiques (25%)	1,7	1,4	2,0	1,9	2,0	2,5	3,1	3,9	2,6	3,1	3,4
Ménages hors EI (1,8%)	1,9	2,1	2,0	2,5	1,9	5,8	4,1	4,5	6,6	4,4	4,3
Masse salariale brute reçue par les ménages (100%)	2,6	2,8	2,7	1,8	1,6	4,5	5,5	4,6	4,2	5,2	5,2

Prévision

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

Les cotisations sociales des salariés se sont fortement infléchies en 2001 (+3,4% après +5,2%). L'effet de la décélération en cours d'année de la masse salariale est accentué par deux baisses successives du taux de cotisation chômage de l'Unedic, ainsi que par la suppression exceptionnelle au premier trimestre des cotisations retraites des régimes complémentaires (ASF). Le ralentissement devrait se poursuivre au premier semestre de 2002 (+1,0% en glissement après +1,3%) avec la nouvelle baisse de 0,1 point du taux de cotisation chômage.

Les cotisations des non salariés ont en revanche fortement accéléré en 2001 (+7,0% après +3,1%) sous l'effet d'une activité relativement soutenue et d'une hausse de 0,6 point des taux de cotisation de la CANAM, la caisse d'assurance maladie des travailleurs indépendants, pour aligner ses prestations sur celles du régime général.

Une croissance record pour le pouvoir d'achat des ménages

Au total, le revenu nominal disponible brut des ménages a augmenté de 5,2% en 2001, accélérant encore après une année 2000 déjà très soutenue (+4,8%). Le profil infra-annuel est dicté par le calendrier des baisses d'impôts concentrées sur le second semestre : le revenu disponible a augmenté de 3,4% en seconde partie d'année après la hausse de 0,7% au premier semestre. L'inflation, plus faible au second semestre (+0,2% en glissement trimestriel après +0,8%), a accentué encore ce profil en termes de pouvoir d'achat. Au-delà de ce profil, le pouvoir d'achat des ménages a progressé de 4,0% en 2001

après 3,6% en 2000. De telles hausses dépassent les croissances enregistrées au sommet du cycle de la fin des années 80, en 1988 et 1989 (+3,5% chacune des années).

Le premier semestre de 2002 s'inscrirait dans la lignée du premier semestre de 2001 : un revenu disponible en termes nominaux augmentant faiblement de 0,7%, par contre-coup des fortes réductions d'impôts implémentées au semestre précédent. Sous l'effet d'un rebond de l'inflation (+0,8% après +0,2% en glissement semestriel), le pouvoir d'achat du revenu stagnerait au premier semestre (-0,1% après +3,1%), comme un an auparavant.

Même si le profil infra-annuel du revenu est très heurté par le calendrier des baisses d'impôt, la tendance est bien celle d'un ralentissement en première partie d'année. Le rythme annuel des revenus des ménages avant impôts, passé de près de 5% fin 2000 à moins de 4,5% fin 2001, serait inférieur à 4% à l'horizon de la fin du printemps.

Pour leur part, les transferts sociaux en nature accéléreraient grâce à la création en janvier 2002 de l'Aide Personnalisée Autonomie⁽²⁾ (+2,5% au premier semestre de 2002 contre +1,7% sur la même période de 2001). ■

(2) L'APA est une prestation personnalisée et modulable destinée aux personnes âgées ayant perdu leur autonomie. 800 000 personnes devraient en bénéficier.

Consommation des ménages

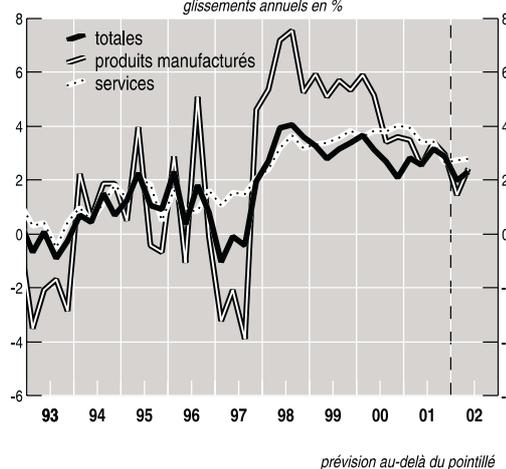
Les dépenses de consommation des ménages sont restées dynamiques en 2001. Elles ont progressé de 2,9% en moyenne annuelle. La consommation est restée soutenue par l'exceptionnelle vigueur du pouvoir d'achat qui, en dépit de l'effet négatif du ralentissement conjoncturel sur le rythme des créations d'emplois, s'est accru de +4,0% en moyenne annuelle. Le revenu des ménages a en effet bénéficié de nouveaux allègements fiscaux et d'une légère accélération des salaires par tête. La remontée du taux d'épargne en 2001 est classique dans ce contexte d'accélération du revenu. Son ampleur s'expliquerait cependant pour partie par la dégradation du marché du travail et de la confiance des ménages en cours d'année.

La progression de la consommation se poursuivrait au premier semestre de 2002 à un rythme annuel proche de 2%. Elle bénéficierait des baisses d'impôts intervenues au second semestre de 2001 et, à partir du printemps, de la modération des prix. Bien que l'inflexion du revenu pousse plutôt le taux d'épargne à la baisse, la légère progression du chômage le maintiendrait à un haut niveau, comparable à celui atteint en moyenne sur l'an passé.

Dynamisme de la consommation en 2001

Les dépenses de consommation ont rebondi au début de 2001, bénéficiant du dynamisme exceptionnel du revenu fin 2000 et du recul de l'inflation. A partir du printemps, le ralentissement conjoncturel a freiné le rythme des créations d'emplois. La progression du

DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES
aux prix de 1995
glissements annuels en %



revenu a néanmoins été soutenue par de nouveaux allègements fiscaux et une légère accélération des salaires, assurant ainsi un socle à la consommation privée. La confiance des ménages, qui avait atteint en début d'année un maximum historique, s'est repliée tout au long de l'an passé. Ce déclin ne marque pas une véritable « crise » de confiance mais plutôt un retour du moral des ménages à niveau plus en phase avec ce que suggère l'évolution de leur revenu. Néanmoins, alors que le niveau exceptionnellement élevé de la confiance s'était traduit par un surcroît de consommation de l'ordre d'½ point en 1999 et en 2000, cet effet favorable s'est dissipé en partie l'an passé.

DÉPENSES DE CONSOMMATION ET PRINCIPALES COMPOSANTES

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Dépenses totales de consommation des ménages⁽¹⁾	1,1	0,9	1,6	1,3	1,0	3,4	2,1	2,9	3,1	2,9	2,9
dont :											
Alimentation (19,2%)	-0,9	0,0	1,2	0,4	0,3	1,6	-0,9	1,5	1,3	0,3	0,9
Énergie (7,6%)	-2,1	-0,5	4,0	-0,4	1,4	0,8	-2,6	3,6	1,3	0,1	3,0
Services (48,2%)	2,1	1,9	1,4	1,2	1,6	3,8	4,0	2,7	3,5	3,8	3,4
Produits manufacturés (25,0%)	2,3	1,3	1,3	1,7	0,8	5,3	3,6	3,0	5,5	4,5	3,1
Dépenses individualisables des administrations	1,9	1,7	0,9	1,2	1,6	2,5	3,6	2,2	2,1	3,2	2,8
Consommation effective totale	1,3	1,1	1,5	1,3	1,2	3,2	2,4	2,8	2,9	3,0	2,9

Prévision

NB : Les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1997.

(1) Y compris solde territorial.

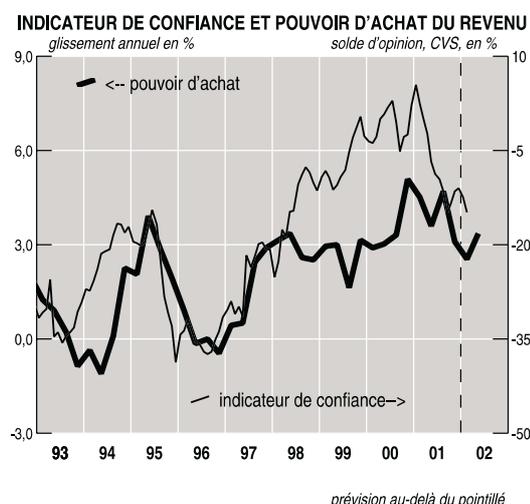
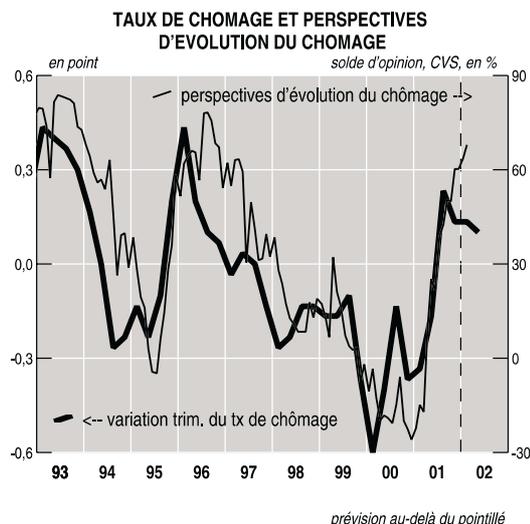
Après trois ans de très vive progression, les dépenses en produits manufacturés sont restées soutenues en 2001 (+3,1% en moyenne annuelle). Elles ont en particulier bénéficié de la reprise des achats des ménages en automobiles. En revanche, les dépenses en habillement et en biens d'équipement du logement se sont infléchies. La consommation a continué de bénéficier de l'essor des produits et services innovants⁽¹⁾, qui ont à nouveau contribué pour plus d'1/2 point à la croissance des dépenses totales en 2001. Par ailleurs, la consommation en énergie a rebondi (+3,0% en moyenne annuelle), conséquence du recul du prix des produits énergétiques.

Une consommation encore solide au début de 2002

La croissance de la consommation devrait se poursuivre à un rythme annuel de l'ordre de 2% au premier semestre de 2002. Elle bénéficierait en particulier des effets des allègements d'impôt sur le revenu intervenus au second semestre de 2001. Néanmoins, la croissance du revenu serait freinée par le ralentissement de l'emploi salarié et la stabilisation de la croissance du salaire par tête. Par ailleurs, le pouvoir d'achat des ménages serait quelque peu affecté au premier trimestre par un rebond d'inflation, imputable à l'incidence des conditions climatiques sur le prix des produits alimentaires et, dans une moindre mesure, à l'effet du passage à l'euro sur le prix des services. A l'inverse, la consommation bénéficierait du reflux de l'inflation au printemps.

Après s'être stabilisée à la fin de 2001, la confiance des consommateurs s'est de nouveau érodée au début de cette année. Cependant, les ménages semblent plus pessimistes dans l'appréciation de l'évolution récente de leur environnement économique que dans leurs perspectives, qui restent favorablement orientées. La crainte d'une dégradation du marché du travail demeure, mais elle s'amoinerait quelque peu ce printemps, du fait d'un rythme de remontée du taux de chômage plus modéré qu'au second semestre de 2001. Le moral des ménages se maintiendrait ainsi au-dessus de sa moyenne de long terme et pourrait même légèrement se redresser au printemps, phénomène classique en période électorale.

Les dépenses en produits manufacturés devraient ralentir au premier semestre de 2002, leur progression atteignant un peu plus d'1/2% en rythme annuel. En particulier, les achats en automobiles, qui avaient contribué pour près d'1/4 de point au dynamisme de la



consommation totale en 2001, semblent s'infléchir sur les deux premiers mois de l'année. Toutefois, les achats d'électroménager brun pourraient bénéficier d'un effet «coupe du monde» au printemps. La consommation de services continuerait pour sa part de croître à un rythme annuel supérieur à 3%. Sa progression devrait bénéficier de la reprise des dépenses liées au tourisme (transport notamment aérien, agences de voyages, hôtellerie), qui avaient été freinées en fin d'année passée suite aux événements du 11 septembre. Elle serait néanmoins modérée par une accélération des prix au premier trimestre, en partie attribuable aux effets du passage à l'euro dans ce secteur. Les dépenses en énergie, qui avaient nettement reculé à la fin de 2001 sous l'effet de conditions climatiques favorables au début de l'automne, pourraient avoir rebondi dès le début de cette année. ■

(1) Ordinateurs, téléphonie mobile et services de téléphonie.

TAUX D'ÉPARGNE

(en % du revenu disponible brut)

	Niveaux semestriels					Niveaux annuels		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.			
Taux d'épargne	15,3	16,3	16,4	17,0	16,9	15,3	15,8	16,7
Taux d'épargne financière	6,3	7,4	7,5	8,3	8,1	6,2	6,8	7,9

Prévision

Investissement

Le net ralentissement de la conjoncture internationale a induit dès le printemps 2001 un retournement des anticipations des entreprises. Celles-ci ont réagi notamment en freinant leurs dépenses d'investissement. Ces dépenses, qui progressaient de près de 10% en rythme annuel à la fin de 2000, se sont pratiquement stabilisées dès le premier semestre de 2001. Un nouveau coup de frein de l'activité industrielle à l'automne et la montée des incertitudes après les attentats du 11 septembre, ont accentué ce mouvement en fin d'année : l'investissement des entreprises a reculé sur un rythme annuel de l'ordre de -1% au quatrième trimestre.

La réaction des industriels a été la plus rapide, du fait d'une forte sensibilité au contexte international. Hors industrie, le coup de frein sur les dépenses d'équipement a été moins marqué en début d'année, si bien que la progression de l'investissement du secteur tertiaire aurait été voisine de 5% en moyenne annuelle en 2001, après deux années de croissance plus soutenue, d'environ 8%. L'investissement en bâtiment a notamment contribué à cette progression. Toutefois, en fin d'année, les dépenses d'équipement des entreprises du secteur tertiaire semblent également avoir marqué le pas.

Sur le premier semestre de 2002, l'investissement des entreprises serait quasiment stabilisé. Dans l'industrie, les chefs d'entreprise se montrent toujours très prudents. L'amorce du redressement des perspectives de demande en ce début d'année est encore trop récente pour pouvoir escompter une franche reprise de l'investissement d'ici la fin du printemps.

L'investissement industriel fortement touché par le ralentissement conjoncturel

Plus exposées au ralentissement de la demande mondiale, les entreprises industrielles ont adopté un comportement d'investissement restrictif dès le début de l'année dernière. Alors qu'elles prévoyaient encore en janvier 2001 une progression de 9% de leurs dépenses d'équipement sur l'année à venir, ce chiffre a été révisé à la baisse successivement à 6% en avril, à 3% en octobre, puis au final à 0% en janvier 2002, à mesure que les projets d'équipement étaient gelés. La dernière révision à la baisse a notamment été le fait des entreprises de taille petite ou moyenne. Au total, l'investissement des entreprises industrielles aurait donc stagné l'an passé, après une progression de 6% en 2000.

Une telle révision des projets d'équipement, dans un délai aussi court, reflète la forte dégradation des anticipations des industriels tout au long de l'année. La dernière révision de même ampleur date de 1996. Cependant, alors que le taux d'utilisation des équipements était en 1996 sensiblement inférieur à son niveau moyen de longue période, le freinage de l'investissement industriel en 2001 est intervenu dans un contexte où le taux d'utilisation des équipements est resté supérieur à ce niveau moyen. La révision à la baisse de l'investissement apparaît d'autant plus spectaculaire.

Ce sont les grandes entreprises et les entreprises du secteur des biens intermédiaires, les plus sensibles à l'évolution de la conjoncture internationale, qui ont réagi le plus rapidement en freinant leurs dépenses.

INVESTISSEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS

(aux prix de 1995, évolutions en %)

	moyennes annuelles				
	1997	1998	1999	2000	2001
Par secteur d'activité ⁽¹⁾					
Agriculture (8%)	2,9	3,8	4,1	2,0	-2,0
Industrie (35%)	4,7	-2,2	1,2	6,0	0,0
dont industrie manufacturière	4,7	5,9	3,3	10,0	0,0
Construction (2%)	-4,1	16,6	15,4	8,0	6,0
Tertiaire (55%)	-1,7	14,7	7,9	7,7	5,2
Ensemble des SNFEI	0,5	9,0	5,9	7,2	3,8
Par produit					
Produits manufacturés	2,5	13,7	6,2	8,3	3,4
Bâtiment et travaux publics	-7,1	-0,9	4,6	7,2	4,5

(1) Structure de l'investissement en valeur en 1998.

Mais ce sont les petites et moyennes entreprises industrielles qui ont finalement réduit le plus fortement leurs dépenses d'équipement (-5% en 2001).

L'investissement des autres secteurs aurait mieux résisté

Hors industrie, l'investissement a été moins affecté par la dégradation conjoncturelle. Dans le secteur tertiaire, les dépenses d'équipement auraient ainsi encore augmenté d'un peu plus de 5% en 2001, après 8% les deux années précédentes. Cette différence relative s'observe indirectement à travers l'analyse de l'investissement par type de produits. Le maintien d'un flux d'investissement en construction et en services relativement soutenu sur l'ensemble de l'année témoigne de cette meilleure résistance de l'investissement des entreprises du secteur tertiaire. A l'inverse, l'investissement en produits manufacturés, qui représente 70% de l'investissement industriel et seulement la moitié de l'investissement tertiaire, a ralenti plus fortement.

Le ralentissement a touché toutefois tous les types d'investissement en cours d'année, que ce soit l'investissement en construction, notamment l'immobilier de bureaux, ou les dépenses en services, qui ont stagné au quatrième trimestre.

L'investissement serait quasiment stable au premier semestre de 2002

Au premier semestre de 2002, l'investissement serait proche de la stabilité. Des indices encore ténus d'une amélioration de la demande et des perspectives de production mieux orientées en ce début d'année semblent en effet insuffisants pour escompter une reprise à très court terme des dépenses d'équipement.

Les intentions de commande des grossistes en biens d'équipement, traditionnel indicateur avancé de l'investissement, se sont stabilisées en ce début d'année 2002, rompant avec le recul continu observé depuis la fin 2000.

Dans le même temps, les industriels demeurent extrêmement prudents. D'après leurs prévisions recueillies en janvier, les dépenses d'équipement industrielles reculeraient de 3% en moyenne annuelle en 2002. Cette prévision est confirmée par leur opinion sur l'évolution de l'investissement au premier semestre, orientée défavorablement.

Dans le secteur des services, l'amélioration des perspectives d'activité en début d'année est un peu plus encourageante, même si elle reste pour l'heure fragile. Le redressement des perspectives de commande des grossistes en matériel informatique pourrait toutefois indiquer, s'il se confirme, une amélioration du rythme d'investissement dans ce secteur.

Des conditions de financement compatibles avec une reprise de l'investissement

La dégradation de l'activité a pesé sur les résultats d'exploitation des entreprises. Selon les industriels interrogés dans l'enquête trésorerie, la capacité d'autofinancement s'est tassée et l'endettement a légèrement progressé en 2001.

Toutefois, le freinage des dépenses d'équipement et le déstockage ont permis de limiter les difficultés de trésorerie. Interrogés en octobre sur les facteurs influençant l'investissement, ils soulignaient par ailleurs que la baisse du coût du crédit restait un facteur favorable. De fait, la politique monétaire apparaît plutôt accommodante.

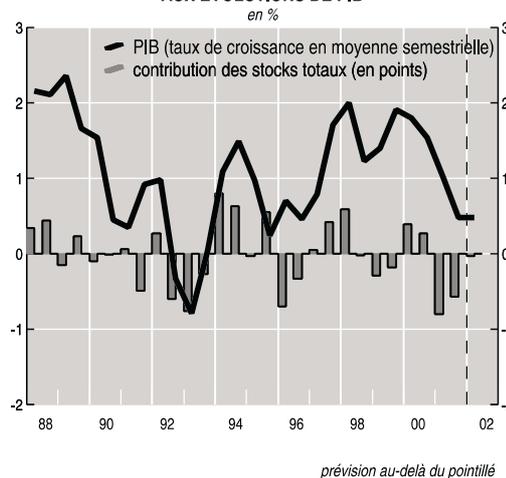
Au total, les conditions de financement sont aujourd'hui compatibles avec une reprise de l'investissement, dès lors que celle-ci pourra être enclenchée par l'amélioration durable des perspectives de demande. ■

La contribution des variations des stocks à la croissance de 2001 a été presque aussi négative que lors de la récession de 1993 (-1,0% contre -1,2%). La dégradation des anticipations des entrepreneurs en 2001 s'est traduite par un comportement restrictif de demande de leur part, passant par un coup de frein sur l'investissement et un déstockage massif. Cette orientation restrictive des stocks a persisté au quatrième trimestre de 2001, dans des proportions qui ont sans doute été accentuées par les attentats du 11 septembre. Dès le premier semestre de 2002, une modification du comportement en matière de stockage pourrait permettre à l'activité de renouer avec une pente positive. En effet, parallèlement à l'amélioration des perspectives personnelles d'activité, les stocks sont jugés moins lourds par les industriels interrogés dans les dernières enquêtes de conjoncture.

Poursuite du déstockage au quatrième trimestre de 2001

Au quatrième trimestre de 2001, les stocks ont continué de peser fortement sur l'évolution de l'activité, si bien que le processus d'allègement des stocks, massif au premier semestre, n'a que légèrement ralenti durant la seconde moitié de l'année. Sur l'ensemble de l'année, les variations des stocks ont réduit d'un point la croissance, soit presque autant que lors de la récession de 1993. La contribution négative des stocks s'explique par le retournement des anticipations des chefs d'entreprise face au ralentissement de l'activité. En outre, les phénomènes de déstockage marqué ne se prolongeant généralement pas sur autant de trimestres, il semble que les événements du 11 septembre aient constitué un choc supplémentaire sur les comportements.

CONTRIBUTIONS DES VARIATIONS DE STOCKS AUX ÉVOLUTIONS DE PIB



Variation des stocks et contribution à la croissance

Dans l'industrie manufacturière, traditionnellement plus cyclique, l'allègement des stocks a réduit la croissance de la production de 1,8 point en 2001. L'amplitude de ce mouvement est environ deux fois plus importante que celle, positive ou négative, observée sur longue période. Le déstockage a contribué en 2001 à plus des deux tiers du ralentissement de l'activité manufacturière.

Le retour à un comportement plus neutre en matière de stockage favoriserait une amélioration de l'activité industrielle

L'enquête de conjoncture de février 2002 indique que l'opinion des industriels sur leurs stocks est désormais redescendue à son niveau moyen. Parallèlement, les perspectives personnelles de production se sont très nettement redressées depuis décembre der-

CONTRIBUTION DES STOCKS À LA CROISSANCE

1998	1999	2000	2001		2000		2001		2002
					1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.
9,2	4,3	10,0	-2,9	Variations de stocks ⁽¹⁾ en Mds d'euros 1995 Contribution des variations de stocks ⁽¹⁾ à l'évolution du PIB (en points)	4,1	5,9	0,5	-3,4	-3,6
0,8	-0,4	0,4	-1,0		0,4	0,3	-0,8	-0,6	0,0

Prévision

(1) Variations de stocks de biens et services y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur.

nier. Ces deux éléments suggèrent qu'un arrêt du déstockage pourrait intervenir à brève échéance, même si les prix de vente des entreprises manufacturières restent pour l'heure orientés défavorablement. Les stocks pourraient ainsi contribuer à l'amélioration de l'activité attendue au premier semestre de 2002.

L'ajustement sur les stocks de biens intermédiaires devrait prendre fin

A lui seul, l'allègement des stocks de biens intermédiaires a contribué à réduire la croissance du PIB en 2001 de 0,7 point, après une contribution notablement positive l'année précédente (+0,4 point). Sur l'ensemble de l'année, le déstockage a freiné la croissance de la production de biens intermédiaires de près de quatre points.

Depuis la fin de l'an passé, dans les enquêtes de conjoncture, les producteurs de biens intermédiaires ont tendance à juger moins lourds leurs stocks (même si le solde d'opinion demeure en février encore supérieur à sa moyenne de longue période). En outre, leurs perspectives de production se sont très nettement redressées, et les perspectives de prix semblent se stabiliser. Dans ces conditions, l'activité de cette branche devrait bénéficier d'une amélioration des comportements de stockage au premier semestre.

Les stocks de biens d'équipement ont soutenu la croissance de la branche correspondante en 2001, contrairement au reste de l'industrie manufacturière. Toutefois, cette contribution est d'ampleur moyenne, alors que les fluctuations relatives des stocks y sont généralement plus importantes que pour le reste de l'industrie. Le solde d'opinion des

producteurs de biens d'équipement sur leurs stocks oscille autour de sa moyenne de longue période depuis la mi-2001. La contribution des stocks à la croissance de la production des biens d'équipement pourrait donc demeurer modérée au premier semestre de 2002.

Le stockage a pesé pour 2 points sur la croissance de la branche des biens de consommation : un phénomène notable, compte tenu du fait que les stocks jouent en moyenne un rôle plus limité dans l'activité de cette branche. Toutefois, les industriels jugent leurs stocks relativement légers dans les enquêtes de conjoncture du début de l'année. Ceux-ci ne devraient donc plus entraver la croissance de cette branche au premier semestre de 2002.

Les stocks de l'industrie automobile ont limité quelque peu la croissance de cette branche en 2001 (contribution de -1,5 point), mais l'amplitude de ce mouvement apparaît faible au regard des évolutions passées. Les deux dernières enquêtes de conjoncture indiquent que les stocks sont jugés relativement légers par les entrepreneurs de la branche et que les perspectives de production sont plus favorables qu'auparavant. L'évolution des stocks de produits automobiles devrait donc soutenir la croissance au premier semestre de 2002.

Léger déstockage dans le bâtiment

Les stocks de logements sont demeurés à un niveau bas durant toute l'année dernière. Lors de l'enquête de janvier, les promoteurs immobiliers ont fait état d'un redressement de la demande de logements à louer et à acheter. Les ventes pourraient dans ces conditions repasser au-dessus des mises en vente, induisant un léger mouvement de déstockage. ■

Production

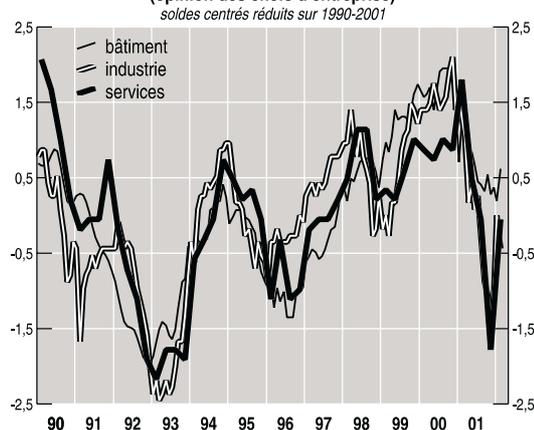
La dégradation de l'activité économique à l'œuvre tout au long de 2001 semble avoir touché son point bas au dernier trimestre de l'année. La forte baisse des exportations et un comportement restrictif de la part des chefs d'entreprises, se traduisant par le gel des projets d'investissement et un fort déstockage, expliquent ce ralentissement. Ce comportement attentiste accompagne la dégradation continue des perspectives d'activité, dans presque tous les secteurs couverts par les enquêtes de conjoncture. Le ralentissement industriel est particulièrement accentué. Le dynamisme de la consommation des ménages a mieux soutenu l'activité dans les services et le commerce, où la décélération de l'activité a été plus modérée. En fait, seul le secteur de la construction est resté globalement bien orienté en 2001, même si le rythme d'activité apparaît en retrait par rapport aux dernières années.

Au début de 2002, les enquêtes de conjoncture font état d'un net redressement des anticipations des entrepreneurs. Cette embellie est particulièrement marquée dans l'industrie et les services, les anticipations des chefs d'entreprises étant plus stables dans le commerce et la construction. Cette remontée des perspectives, qui demande à être confirmée, suggère que la production pourrait renouer avec une pente plus favorable au cours du premier semestre.

Nette décélération dans l'industrie

La production manufacturière a crû de 2,9% en 2001, après 5,4% en 2000. Toutefois, ces chiffres en moyenne annuelle marquent un profil de décélération encore plus accentué : l'activité a été faible sur les trois premiers trimestres et a reculé nettement au

PERSPECTIVES PERSONNELLES D'ACTIVITE
(opinion des chefs d'entreprise)



quatrième. Le glissement annuel de la production est ainsi revenu à 0,9% fin 2001, contre 5,4% un an plus tôt.

Le repli de la production a été particulièrement net dans la branche des biens intermédiaires en 2001, dont les fluctuations cycliques sont traditionnellement plus marquées. En effet, cette branche particulièrement ouverte sur l'extérieur a subi de plein fouet le ralentissement de l'activité mondiale. Elle a également été la première touchée par le mouvement de déstockage.

Pour sa part, la branche des biens d'équipement a conservé une activité plus dynamique. De fait, le recul de la demande des entreprises a été plus net en termes de stockage qu'en termes d'investissement. De plus, les exportations sont restées importantes dans la branche de la construction aéronautique et navale.

PRODUCTION PRINCIPALEMENT MARCHANDE PAR BRANCHE

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Agroalimentaire	-1,1	-0,2	0,3	0,1	0,9	2,5	-1,4	0,4	1,4	0,2	-0,2
Produits manufacturés	2,8	2,6	0,4	0,5	0,3	5,2	5,4	0,9	3,8	5,4	2,9
Énergie	0,4	0,7	2,4	-0,2	0,8	0,3	1,1	2,2	0,1	2,1	2,1
Construction	3,3	1,7	0,6	1,2	0,8	5,3	5,1	1,9	5,0	5,4	2,8
Commerce - Transports	1,3	2,1	0,5	-1,4	0,9	5,0	3,4	-0,9	4,1	3,8	1,6
Activités financières	2,7	1,7	0,9	0,1	0,6	4,7	4,5	1,0	3,3	5,0	2,2
Autres services marchands	2,0	2,4	1,8	1,5	1,0	5,9	4,5	3,3	5,7	4,6	4,1
Total	1,9	2,0	0,9	0,5	0,7	4,9	4,0	1,4	4,1	4,3	2,7

Prévision

La production de la branche automobile a échappé en grande partie au retournement de conjoncture en 2001 grâce à une consommation des ménages toujours bien orientée et à des exportations encore dynamiques. Elle a toutefois fléchi au quatrième trimestre.

Dans la branche des biens de consommation, la production a profité d'une consommation des ménages soutenue en 2001, qui a permis de compenser la dégradation des exportations.

Au premier semestre de 2002, la consommation des ménages en produits manufacturés devrait rester sur un rythme de progression solide, bien qu'en retrait par rapport à celui de 2001. Surtout, le déstockage massif observé tout au long de l'an passé devrait nettement s'atténuer, favorisant une amélioration de l'activité industrielle. De fait, les industriels interrogés lors des dernières enquêtes de conjoncture font état d'une nette amélioration de leurs perspectives au début de cette année. Il reste que cette amélioration paraît trop récente pour pouvoir escompter une véritable reprise de l'investissement d'ici la fin du printemps.

La croissance de l'activité dans les services devrait se stabiliser

En 2001, l'activité des services marchands a enregistré sa plus faible croissance depuis 1997 : +4,1% en 2001. Tous les secteurs sans exception ont subi ce ralentissement, aussi bien les services aux particuliers que les services aux entreprises. Toutefois, l'enquête de conjoncture de janvier 2002 suggère une amélioration de l'activité dans les services au premier semestre.

Légère reprise dans les transports

L'activité dans les transports a ralenti dès le début de 2001, en liaison avec le ralentissement de l'activité globale. En chutant de 3,4% sur le seul quatrième trimestre, elle a subi un coup supplémentaire en fin d'année, imputable aux événements du 11 septembre. En particulier, l'activité du transport aérien a nettement baissé fin 2001 (le glissement annuel du nombre de voyageurs au départ des aéroports de Paris était de l'ordre de -15% au quatrième trimestre après une progression encore positive à la mi-2001). Au premier semestre de 2002, le secteur serait soutenu par l'amélioration globale de l'activité, comme l'illustre la dernière enquête du Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports auprès des transporteurs routiers. En outre, après la chute du quatrième trimestre, un simple retour progressif à la normale du transport aérien se traduirait par de forts taux de progression dans ce secteur.

Prémices d'une embellie dans le commerce

Le volume d'activité est resté très médiocre dans le commerce de gros fin 2001 : l'enquête de conjoncture de janvier 2002 indique une stabilisation à de bas niveaux du volume des ventes, des intentions d'achats et des importations dans l'ensemble du secteur. La conjoncture est particulièrement mal orientée dans le commerce des biens d'équipement, en phase avec le manque de vigueur de l'investissement.

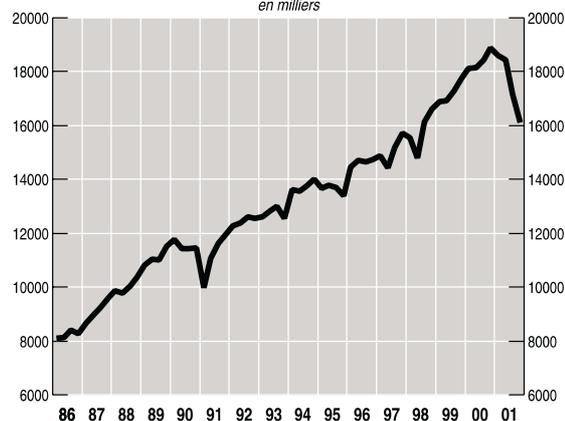
De même, toujours selon les résultats de la dernière enquête, les exportations se sont stabilisées à de bas niveaux. Néanmoins, les grossistes signalent un redressement de leurs ventes de biens intermédiaires destinés à l'industrie à destination de l'étranger. Autre élément positif, les perspectives générales d'activité se redressent après plus d'un an de baisse.

De leur côté, les perspectives d'activité dans le commerce de détail se sont stabilisées au début de l'année, après s'être fortement dégradées à la fin de 2001. Les intentions de commandes des détaillants pour le début de 2002 sont globalement stables, les détaillants anticipant probablement une consommation des ménages moins dynamique que lors de l'année écoulée.

Activité relativement soutenue dans le BTP

Après une très forte croissance en 2000 (+5,4% en moyenne annuelle), l'activité dans le secteur de la construction a certes ralenti en 2001 (+2,8%), mais est restée sur une pente annuelle nettement positive. Un peu en décalage par rapport aux autres secteurs, un ralentissement modéré se poursuivrait dans cette branche au premier semestre de 2002.

NOMBRE DE VOYAGEURS AU DEPART DES AEROPORTS DE PARIS
en milliers



Dans la construction neuve, le premier semestre de 2002 devrait être morose. En effet, la construction de logements neufs stagnerait, tant dans l'individuel que dans le collectif. L'activité liée à la construction de bâtiments non résidentiels croîtrait modérément.

Les travaux d'entretien et d'amélioration auraient momentanément atteint un plafond : à un niveau d'activité toujours très élevé, ils ne progresseraient plus.

Enfin, l'activité du secteur des travaux publics, qui a connu un deuxième semestre de 2001 difficile, repartirait sur une hausse modérée dans les six prochains mois. Cette embellie proviendrait notamment du démarrage du chantier TGV Est. La commande privée est, elle aussi, mieux orientée.

Reprise dans l'énergie

La production énergétique a ralenti au second semestre de 2001, en liaison avec l'affaiblissement conjoncturel global. En outre, la douceur climatique du début de l'automne a pesé sur la fin de l'année.

La production globale d'énergie devrait retrouver un peu de vigueur au premier semestre de 2002, soutenue par l'amélioration progressive de l'activité

Légère remontée de la production agricole au premier semestre

La production agricole française a diminué en 2001 de 1,9%. La campagne de productions végétales aura été marquée par la relative faiblesse des récoltes, le climat de l'année ayant limité certains rendements. Selon les cultures, cette faiblesse a néanmoins pu être compensée en termes de revenus pour les producteurs par de fortes hausses des prix de marché. La relative faiblesse de la production de céréales et les récoltes tardives des fruits et légumes, ont ainsi favorisé des prix élevés. De même, de fortes hausses des prix des légumes au début de cet hiver s'expliquent par la faiblesse des récoltes du fait du gel. Par ailleurs, dans un contexte de crise sanitaire, la production bovine s'est nettement repliée en 2001. Toutefois, un retour progressif à la normale semble s'esquisser en fin d'année.

Sous l'hypothèse de conditions climatiques moyennes, la production agricole devrait retrouver des taux de croissance légèrement positifs au premier semestre de 2002. ■

Résultats des entreprises

Dès le début de 2001, le coût unitaire de production a nettement décéléré. Ce mouvement s'est poursuivi tout au long de l'année sous l'influence du repli des prix des consommations intermédiaires. En outre, même s'ils ont accéléré en moyenne sur 2001, les coûts salariaux unitaires ont commencé à ralentir au second semestre (+1,2%) après une forte progression en première partie d'année (+2,0%).

Au total, la hausse du coût unitaire de production ne serait plus que de +0,7% en glissement annuel fin 2001, contre +3,5% fin 2000. Avec l'amélioration de l'activité et un prix du pétrole plus élevé, le coût des consommations intermédiaires pourrait se redresser légèrement ce printemps, mais la hausse de la productivité permettrait dans le même temps une décélération du coût salarial unitaire. La hausse du coût unitaire de production serait donc modérée au premier semestre de 2002.

La baisse des prix de l'énergie a engendré de moindres coûts de consommations intermédiaires

Le coût des consommations intermédiaires a fortement ralenti au premier semestre de 2001 et s'est replié au second. Le ralentissement de l'économie mondiale a entraîné une baisse du prix de l'énergie, et plus généralement des biens intermédiaires. Au total, le coût des consommations intermédiaires recule de 0,5% en glissement fin 2001, après avoir augmenté de 5,0% fin 2000. L'amélioration de l'activité et la remontée du cours du pétrole devraient conduire

à une légère hausse du coût des consommations intermédiaires au premier semestre de 2002 (+0,4% en rythme annualisé).

La détérioration de la productivité a fortement pesé sur le coût salarial unitaire en 2001

Le coût salarial unitaire a nettement accéléré l'an passé, atteignant un glissement annuel de +3,2% fin 2001, contre +1,3% fin 2000. Cette évolution s'explique par une légère accélération des salaires, mais surtout par une nette détérioration de la productivité.

Les salaires par tête ont progressé de près de +3% sur 2001 (après +2,4% en glissement fin 2000). Au premier semestre de 2002, ils resteraient sur un rythme de progression comparable (+1,3% sur le semestre), soutenus par des prix à la consommation encore dynamiques en ce début d'année, et dans un contexte de dégradation du marché du travail.

Le ralentissement de l'activité s'est traduit par un net recul de la productivité du travail par tête en 2001 (-0,6% en glissement annuel). Le cycle de productivité se retournant à la faveur de l'amélioration conjoncturelle, elle augmenterait de 0,6% sur le premier semestre de 2002.

Les allègements de cotisations employeurs ont eu un impact moins favorable sur l'évolution du coût salarial unitaire en 2001 qu'en 2000, année de baisse de la durée légale à 35 heures et de généralisation de la mise en œuvre de la RTT pour la majorité des entre-

LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS LES SNF-EI*

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Coût des consommations intermédiaires	2,9	2,0	0,2	-0,7	0,2	2,5	5,0	-0,5	0,5	5,0	1,3
Coût salarial unitaire	0,2	1,1	2,0	1,2	0,5	0,1	1,3	3,2	0,5	0,8	2,5
<i>Salaires par tête (+)</i>	1,1	1,4	1,5	1,4	1,3	2,2	2,5	3,0	2,1	2,4	2,9
<i>Productivité par tête (-)</i>	0,0	0,1	-0,6	0,1	0,6	2,1	0,2	-0,6	1,7	0,8	-0,3
<i>Cotisations sociales employeurs (+)</i>	-0,8	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	-1,0	-0,3	0,1	-0,9	-0,6
Coût unitaire total	1,9	1,6	0,7	0,0	0,3	1,4	3,5	0,7	0,4	3,4	1,5
Prix de production	1,7	1,5	0,5	-0,3	0,5	0,9	3,2	0,2	-0,2	2,9	1,4

Prévision

* Sociétés non-financières et entreprises individuelles.

prises de plus de 20 salariés. Les cotisations ne jouent plus que pour 0,3 point en glissement à la baisse du coût salarial unitaire en 2001, après -1,0 point en 2000. Avec la mise en œuvre de la RTT pour les petites entreprises, concernées par la baisse de la durée légale depuis le 1^{er} janvier 2002, les baisses de cotisations sociales modéreraient encore un peu la dynamique du coût salarial en ce début d'année.

Ces effets conjugués feraient décélérer sensiblement le coût salarial unitaire. Au premier semestre 2002, celui-ci progresserait sur un rythme annualisé de

l'ordre de 1%, contre près de 4% et 2,5% aux premier et second semestres de 2001.

Sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et du ralentissement de l'activité, les prix de production ont fortement ralenti au cours de l'année dernière. Ce ralentissement n'a pas été totalement compensé par celui du coût unitaire total, si bien que le taux de marge des sociétés non financières et entrepreneurs individuels aurait légèrement baissé en 2001 (-0,3 point en moyenne annuelle). Le taux de marge se stabiliserait sur le premier semestre de 2002. ■

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET COÛT DU TRAVAIL

Avertissement : l'élaboration des évolutions présentées ci-dessous a nécessité de nombreuses hypothèses et approximations. Ces estimations sont à considérer avec précaution, car les biais sont susceptibles d'être importants. En particulier, les évolutions de la durée du travail sont estimées à partir de l'enquête Acemo et corrigées pour tenir compte de la différence de champ (l'enquête ne couvrant pas les entreprises de moins de dix salariés) et de la modification du mode de calcul de la durée du travail dans certaines entreprises à l'occasion du passage aux 35 heures.

La mise en œuvre de la réduction du temps de travail s'accompagne mécaniquement d'une accélération des salaires horaires : le maintien de la rémunération mensuelle au moment où la durée du travail diminue (accordé dans la très grande majorité des entreprises) entraîne une hausse à due concurrence du salaire horaire. Cependant, pour apprécier correctement l'évolution des coûts salariaux des entreprises depuis 1999, il convient de prendre en compte les allègements supplémentaires de cotisations sociales et d'impôts sur le facteur travail dont elles bénéficient : réduction des cotisations sociales employeur et suppression progressive des salaires dans l'assiette de la taxe professionnelle.

Avec le ralentissement de la diminution du temps de travail en 2001 (-1,2% après -2,2% en moyenne annuelle), le salaire horaire s'infléchit (+4,0% après +4,7%) malgré le dynamisme du salaire moyen (+2,8% après +2,5%). Conjointement, les allègements de cotisations sociales contribuent à nouveau négativement à la croissance du coût horaire du travail (-0,6% après -0,9%). Outre les exonérations accordées à la suite de réductions du temps de travail, cette baisse s'explique également par la suppression exceptionnelle au premier trimestre des cotisations retraites des régimes complémentaires (ASF), liée à la renégociation de la convention de l'Unedic, et par la baisse du taux de cotisation chômage employeur. Au final, le coût horaire du travail consolidé décélère en 2001 (+3,1% après +3,6%).

La valeur ajoutée des secteurs principalement marchands ralentit fortement en 2001 (+2,3% après +3,7%). Cette inflexion ajoutée à la moindre baisse de la durée du travail expliquent la nette décélération de la productivité horaire qui ne croît que de 0,6% après une croissance soutenue en 2000 (+2,5%). Cette évolution marquée de la productivité horaire implique mécaniquement une accélération du coût salarial unitaire consolidé (+2,5% après +1,1%), le ralentissement du coût horaire du travail étant trop faible pour la contrebalancer. Néanmoins, cette accélération du coût salarial unitaire masque un profil en décélération au cours de l'an dernier (+1,2% au second semestre de 2001 après +1,9% au premier semestre).

Au premier semestre de 2002, le coût salarial unitaire consolidé ralentirait encore (+0,6% en glissement semestriel). L'effet de la réduction du temps de travail devrait être limité malgré la baisse à 35 heures de la durée légale du travail dans les entreprises de 20 salariés ou moins, au 1^{er} janvier 2002. En effet, les contraintes sur le contingentement des heures supplémentaires dans les petites entreprises ont été assouplies et retarderaient le moment du passage à 35 heures dans ces entreprises. Le salaire moyen restant dynamique, le coût horaire du travail consolidé conserverait le même rythme qu'au second semestre de 2002 (+1,3% en glissement semestriel). Cependant, compte tenu de l'amélioration de l'activité et de la quasi-stabilisation de l'emploi attendues au cours de ce premier semestre de 2002, la productivité horaire serait un peu plus dynamique (+0,7% en glissement semestriel, après +0,2%), permettant ainsi la décélération du coût salarial unitaire consolidé. ■

COÛT HORAIRE DU TRAVAIL (SECTEUR CONCURRENTIEL, BRANCHES EB-EP)

(en variations trimestrielles ou annuelles en%)

	2000				2001				2002		Moyennes annuelles		
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	1999	2000	2001
Salaires mensuel moyen ⁽¹⁾	0,5	0,6	0,8	0,5	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	2,5	2,5	2,8
- Durée hebdomadaire temps plein	-0,9	-0,8	-0,3	-0,2	-0,4	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5	-2,2	-1,2
= Salaire horaire	1,4	1,3	1,1	0,8	1,2	1,0	0,8	0,7	0,8	0,8	3,0	4,7	4,0
+ Contribution des allègements de cotisations sociales	-0,4	-0,3	-0,1	-0,1	-0,8	0,6	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,9	-0,6
= Coût horaire du travail (au sens de la Comptabilité Nationale) ^{(2) (3)}	1,0	1,0	0,9	0,6	0,4	1,6	0,7	0,8	0,8	0,7	3,0	3,9	3,4
+ Contribution des allègements de la part "salaires" de la taxe professionnelle ⁽⁴⁾	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,3	-0,3	-0,3
= Coût horaire du travail consolidé (A) (y.c. taxe professionnelle sur salaires)	0,9	1,0	0,8	0,5	0,3	1,5	0,7	0,7	0,7	0,6	2,6	3,6	3,1
Valeur ajoutée [EB-EP]	0,7	0,9	0,6	1,2	0,5	0,2	0,5	-0,2	0,3	0,4	3,6	3,7	2,3
- Emploi équivalent temps plein [EB-EP]	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,6	0,2	0,2	0,1	0,0	2,2	3,5	3,0
- Durée hebdomadaire temps plein	-0,9	-0,8	-0,3	-0,2	-0,4	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5	-2,2	-1,2
= Productivité horaire (B)	0,6	0,8	-0,1	0,4	-0,1	0,0	0,5	-0,3	0,2	0,5	1,8	2,5	0,6
= Coût salarial unitaire consolidé (A)-(B)	0,3	0,2	0,9	0,1	0,4	1,5	0,2	1,0	0,5	0,1	0,8	1,1	2,5

(1) Salaire mensuel moyen par personne en équivalent temps plein (et donc corrigé de l'accroissement du temps partiel).

(2) (Rémunération des salariés + impôts sur la main-d'œuvre) / volume d'heures travaillées.

Remarque : la part de la taxe professionnelle sur les salaires est comptabilisée dans les « autres impôts sur la production » en Comptabilité Nationale.

(3) La décomposition du coût horaire a été approchée par la combinaison de ses différentes composantes.

(4) Il est prévu que la part «salaires» de la taxe professionnelle continue de diminuer d'environ 1,5 milliard d'euros par an jusqu'en 2003.